

Du libéralisme – néolibéralisme en matière économique¹

Maria NEGREPONTI-DELIVANIS

*Ancienne Recteur et Professeur, Université Macédonienne, Grèce
delimar@uom.fr*

Résumé

Ce texte présente les caractéristiques principales et le choix de base du néolibéralisme et s'intéresse à ses implications, en lien notamment avec la crise économique actuelle. L'auteur conclut qu'il est urgent d'abandonner cette approche et défend l'idée du nécessaire retour vers un régime mixte combinant de façon plus harmonieuse le public et le privé.

Mots-clés

libéralisme, néolibéralisme, crise économique, interventionnisme

Abstract

This text presents the main features and ideological foundation of neoliberalism and discusses its consequences, notably with respect to the current economic crisis. The author concludes that the abandonment of this approach is urgently required and considers that it is necessary to rebuild a mixed regime combining more harmoniously public and private elements.

Key words

liberalism, neoliberalism, economic crisis, interventionism

INTRODUCTION

Les deux termes ci-dessus sont apparus simultanément au niveau international, avec l'arrivée de la mondialisation. C'est ainsi qu'en dépit de conséquences néfastes dans le domaine pratique, ceux-ci donnent, cependant, l'impression que leur contenu est facilement accessible et compréhensible. Il s'agit, pourtant, en réalité d'un pêle-mêle de mots fort compliqués, de mesures et de croyances théoriques, qui aboutissent aujourd'hui à des convictions fanatiques et même souvent mystiques, mais dépourvues, tout de même, de preuves. Les similarités avec la mondialisation,

¹ Ce texte est issu de la conférence donnée par M. Delivanis à l'Université Valahia de Targoviste (Roumanie) en octobre 2008.

particulièrement avec les méthodes et techniques suivies par ses adeptes pour l'imposer, dans le passé, sont évidentes.

Il faut bien souligner le fait que ces deux termes, quoique largement utilisés à l'échelle mondiale sont, pourtant, foncièrement faux dans le sens où, en dépit des apparences, ils ne représentent aucune école et aucune doctrine économique. Par contre, il semble qu'ils se soient introduits dans le domaine économique, d'une façon non orthodoxe, c'est-à-dire par la voie politique.

En effet, leurs racines remontent à un passé lointain et relativement imprécis. Tout d'abord, l'*ordolibéralisme*, ou économie sociale de marché qui est, dès 1949, le dogme néo-libéral des démocrates-chrétiens allemands. Leurs adeptes sont en faveur de la liberté individuelle qui, selon eux, est menacée par l'Etat et ils sont aussi en faveur de la concurrence. Ce dogme, par ailleurs, a pu évoluer grâce à des combinaisons diverses accidentellement, et sans règles strictes, utilisées d'abord par l'Allemagne nazie, et ensuite par Ludwig Erhard, ministre d'Adenauer puis Chancelier d'Allemagne. Cet aspect du néolibéralisme est étroitement lié au miracle économique allemand, et met en évidence l'économie sociale de marché. Cette fabrication, d'un côté, semble adopter les orientations fondamentales des classiques, c'est-à-dire la nécessité de la concurrence et de la liberté individuelle, et de l'autre, elle considère que l'Etat représente une menace à la liberté. Le néolibéralisme est lié, également, à l'individualisme hédoniste des années 1960 et aux hippies Anglais, dont les valeurs se fondent, entre autres, sur le rejet de l'Etat et la liberté pour chacun de faire tout ce qu'il veut. Le lien entre ce « yuppisme » et le *laissez-faire, laissez-passer* est évident. Tout de même, les limites de l'économie sociale de marché sont celles de l'idéologie anglo-saxonne. Ceci peut, éventuellement, expliquer pourquoi les Britanniques sont des eurosceptiques. Finalement, ce sont Mme Thatcher en Grande-Bretagne et M. Reagan aux Etats-Unis qui ont su imposer le néolibéralisme comme système économique dominant de la planète. Mais, même en France, on trouve des traces du néolibéralisme remontant à 1938, surtout grâce au colloque Lippmann, et qui a abouti à deux formes de libéralisme: l'une de droite et l'autre de gauche. Cependant cette dualité a vite disparu, grâce aux efforts de Friedrich von Hayek, qui a imposé uniquement celle de la droite.

Il est généralement, convenu que le contenu du néolibéralisme a ses origines auprès des classiques et des néoclassiques, s'agissant de la croyance de ses adeptes en l'autorégulation des marchés par des *mains invisibles*, du besoin de la libération des relations internationales.

Cependant, le néolibéralisme est finalement un ensemble incohérent, qui a très peu de rapport avec les classiques-néoclassiques et, contrairement à ce que ses adeptes prétendent, celui-ci n'est guère en état d'encourager la concurrence, mais plutôt l'illégitimité et le fonctionnement chaotique du marché. Précisément, le manque de toute régulation des marchés contemporains encourage la spéculation et la création de

situations oligopolistiques-monopolistiques. D'autre part, à travers les privatisations, les cartellisations et les rachats, les grandes sociétés arrivent à éviter la concurrence. Inutile de souligner que la baisse du degré de concurrence se fait aux dépens des consommateurs, et c'est justement ce qui arrive de nos jours.

Les principes des classiques-néoclassiques qui, d'ailleurs, représentaient l'unique cosmothéorie économique jusqu'en 1936, ont été accusés d'avoir provoqué la grande crise économique des années 1929-33. Dans ce sens, il est admis que cette dernière était moins le résultat d'une récession et beaucoup plus celui des marchés financiers complètement dérégulés. Mais, même la Seconde Guerre Mondiale est souvent considérée comme conséquence du *laissez-faire* des années précédentes. Il va sans dire que c'est exactement le cas des marchés d'aujourd'hui, et que les mêmes dangers du passé semblent inévitables. La Théorie Générale, par J. M. Keynes, sur l'Intérêt, la Monnaie et l'Emploi, parue en 1936, a fortement critiqué les insuffisances, les erreurs et les dangers de cet aspect des idées classiques et néoclassiques. Il a introduit, alors, l'intervention étatique dans l'économie afin de sauver le capitalisme de ses exagérations. La vitesse avec laquelle celle-ci fut adoptée par l'ensemble des économies du globe est la preuve de sa nécessité et de son utilité.

Plus difficile que d'établir une définition du libéralisme, semble être la tâche d'essayer de dresser un pont entre celui-ci et le néolibéralisme. On pourrait, éventuellement, soutenir que le libéralisme se trouve, quoique indirectement, plus proche du classicisme-néoclassicisme, que le néolibéralisme. D'autre part, sans avoir nullement le sentiment d'exagérer, je dirais que le néolibéralisme ne dispose pas de bases théoriques, mais par contre, qu'il est plein de fantômes et d'idées fixes, de nationalismes effrénés et de croyances en des pouvoirs surhumains, d'une extrême dureté et indifférent aux noyaux les plus faibles des sociétés, mais aussi d'un désir fort d'imposer les idées de ses partisans.

Il est certain que les difficultés, lorsqu'on essaie de délimiter ces deux termes précédents, sont énormes du fait que ceux-ci s'utilisent souvent d'une façon qui dissimule leurs buts réels, mettant en évidence d'autres termes, complètement différents. Dans la rubrique *difficultés* ajoutons encore que le néolibéralisme semble avoir adopté les exagérations d'un schéma qui renvoie au 18^{ième} siècle et qui est connu comme *laissez-faire*, *laissez-passer*, soit dit un dogme qui prétend que l'Etat devrait s'abstenir de toute intervention, prétextant que le marché s'autorégule à l'aide des mains invisibles, tandis qu'il se dérégule soi-disant à la suite de toute intervention. Il s'agit là encore d'un schéma particulièrement conservateur et n'ayant aucun rapport avec la liberté qu'il utilise, cependant, comme rideau ; ceci, parce que ce schéma est en relation étroite avec l'avidité anarchique d'individus dans le but de maximiser leurs profits, avidité qui, à son tour réduit la liberté d'autres citoyens. Le néolibéralisme, par ailleurs, réduit également l'étendue de la démocratie, puisque la liberté incontrôlée des individus conduit à des réformes sur le marché du travail des Etats-membres de l'U.E., abolissant peu à peu les droits traditionnels des travailleurs. En effet, ces réformes, qui

ont commencé partout en Europe, sont issues des croyances les plus antidémocratiques, indépendamment du fait que les néo-libéraux persistent à les présenter comme très progressistes. Incompréhensible et hautement provocatrice paraît la déclaration des gouvernements actuels européens, selon laquelle leurs économies, infiniment plus riches aujourd'hui, sont malgré tout dans l'impossibilité de continuer à assurer l'actuel système des retraites. Et, pourtant, on estime qu'un Français - et, toutes choses égales par ailleurs, un Européen - est aujourd'hui 22 fois plus riche qu'en 1688 et 4 fois plus riche qu'en 1950. Evidemment, il est très probable que tous ces renversements socio-économiques ne visent qu'à une privatisation générale du système, en signe de dévouement aux idées néo-libérales.

Certes, l'hypothèse des néo-libéraux concernant l'autorégulation du marché est purement utopique et n'a jamais été vérifiée pendant la longue histoire économique de l'humanité. Et en particulier aujourd'hui, il serait plus que difficile de soutenir sérieusement une pareille hypothèse, étant donné que :

- * les crises économiques se succèdent, dans l'économie mondiale, avec la toute dernière que nous sommes en train de vivre, dont les conséquences menacent d'être aussi néfastes que celles de la grande crise des années 1929-33;
- * les prix des produits agricoles de base ont subitement grimpé, exposant ainsi la moitié de la population du globe au spectre de la faim, tandis que le reste se prive graduellement des biens qui lui étaient auparavant accessibles, se voyant en même temps contraint de consommer des produits d'une qualité inférieure;
- * le prix de l'or noir a, en peu de temps, augmenté de façon ahurissante, et les conséquences s'annoncent tellement menaçantes que personne n'ose encore faire d'estimations pour l'avenir;
- * le chômage en Europe persiste, depuis plus de trois décennies, et se maintient à des taux élevés, mettant ainsi en question les capacités de la science économique et de ses serviteurs, les économistes, qui s'avèrent finalement incapables de trouver des solutions au problème.

On se demande, donc, où se cache cette fameuse autorégulation du marché ? La déclaration des néo-libéraux sur la soit-disant *neutralité* de l'Etat est d'ailleurs totalement hypocrite, car en réalité il ne s'agit que de son refus de secourir ceux qui en ont besoin.

Tout de même, en traversant cette dernière crise, qui a commencé aux Etats-Unis avec des crédits chancelants, accordés par les banques au secteur de l'immobilier, et s'est vite propagée en Europe et dans le reste du monde, on se trouve face à une évolution particulièrement étonnante. C'est-à-dire, qu'en dépit du fait que le système incohérent qui domine le globe, depuis environ trois décennies, persiste à présenter le secteur public, l'intervention étatique et tout ce qui a à faire avec des mesures protectionnistes, comme la brebis noire de l'économie, il réclame à présent son soutien.

On se demande, alors, comment un tel système a pu s'imposer. Précisons, à ce propos, qu'à partir de 1936, soit au moment où la théorie interventionniste de Keynes a fait son apparition, l'économie de marché dispose de deux, et non plus d'une seule, cosmothéories : celle des classiques-néoclassiques, qui fut dégradée en libéralisme-néolibéralisme, mais aussi celle de Keynes. Ces deux doctrines possèdent des éléments complémentaires et donc, à elles deux seraient plus en mesure de résoudre les problèmes économiques et sociaux actuels. Malheureusement, elles ont opté pour l'éternelle querelle, s'excluant l'une l'autre, au lieu de collaborer. C'est pourquoi, celle de ces deux théories qui, momentanément, se trouve en marge, attend avec impatience le moment où son adversaire commettra des erreurs de tactique et éprouvera des difficultés pour se substituer à elle. C'est exactement ce qui est arrivé au milieu des années 1970, quand la théorie et la pratique keynésiennes furent accusées d'être responsables de l'augmentation de la dette publique et de l'inflation, ainsi que des faibles rythmes de croissance des économies avancées. Il faudrait, encore, ajouter que la domination du néolibéralisme a été particulièrement facilitée par le fait que ses adeptes ont largement utilisé le mot magique de la *liberté* dans leurs efforts pour imposer leurs idées. Il est vrai que personne ne peut résister à ce mot, qui a ainsi pu achever le déguisement du néolibéralisme. Notons, tout de même, que la liberté comme, d'ailleurs, la démocratie ne prennent un sens qu'à partir d'un certain point critique, lorsque l'individu est en état de satisfaire ses besoins de base. Par contre, pour des groupes de population qui survivent avec moins de 2 dollars par jour, et c'est le cas de presque la moitié de la population mondiale, les notions de cette sorte représentent un luxe inaccessible.

Certes, le néolibéralisme nous concerne tous directement, puisqu'il est le fondement-même de la politique macro-économique imposée par l'U.E. à ses Etats-membres. Il s'agit, en lignes générales, du bien connu *Consensus de Washington*, qui a été adopté par l'Europe, et où il s'applique de façon plus stricte, moins flexible et dont les conséquences sont plus dures, comparées à celles des Etats-Unis.

En essayant de mettre en évidence les différences entre libéralisme et néolibéralisme - j'emploie moi-même ces termes, bien que sachant qu'ils ne correspondent pas à des doctrines économiques- il me semble facile de soutenir que le passage du libéralisme au néolibéralisme a créé le superlibéralisme, qui à son tour, a mené au supercapitalisme avec toutes les conséquences néfastes que l'on sait sur la qualité de vie, la cohésion sociale, le degré de protection des travailleurs, en un mot, sur le bien-être des habitants de la planète.

Dans les trois sections de ce texte j'ai tout d'abord l'intention de me référer aux caractéristiques principales et aux choix de base du néolibéralisme, en second lieu à ses conséquences et enfin je vais essayer de faire certaines prévisions sur son avenir.

I. LES CARACTERISTIQUES DU NEOLIBERALISME

Un système analogue à celui que l'on nomme aujourd'hui néolibéralisme, a été appliqué au 19^e siècle, ayant des conséquences, d'après les récits des chercheurs de cette époque, aussi catastrophiques que celles que nous subissons depuis la moitié des années 1980.

1. Au 19^e siècle

Avec l'arrivée de l'industrialisation en Europe le capitalisme devient atomique et compétitif. La période 1850-1880 a des caractéristiques qui ressemblent à celles d'aujourd'hui, toutes choses égales par ailleurs, telles que :

- * l'atomisme prévaut et va de pair avec une corruption grandissante,
- * toute forme d'intervention étatique disparaît et le processus économique se fie à la concurrence et à l'initiative privée,
- * l'importance de la propriété privée se renforce, tandis que la maximisation du profit se réalise grâce à la minimisation des salaires,
- * les travailleurs n'ont aucun droit et le niveau des salaires est extrêmement bas,
- * les conditions de travail sont définies unilatéralement par ceux qui possèdent les moyens de production, et toute forme de réunion est défendue sur la base de la loi française de Chapelier.

2. De nos jours

Le retour aux conditions économiques et sociales qui prévalaient au 19^e siècle et avant, est plus qu'évident. Il s'agit, sommairement, de la poursuite à tout prix de la maximisation du profit, avec une baisse parallèle des salaires, de l'hostilité vis-à-vis de l'intervention étatique, de l'encouragement sans bornes de l'atomisme égoïste, d'une forte corruption, de la dégradation et de l'abolition graduelle des droits du travail, de l'exclusion des fruits du progrès par des groupes toujours plus nombreux, de la diminution de la classe moyenne, du travail courant d'enfants de moins de 8 ans, de la réapparition de l'esclavage et avant tout de la présence de crises, qui deviennent de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes. Quoique ces crises prennent des formes et des noms divers, elles ont pourtant des origines communes, soit une spéculation acharnée de la part du capital, grâce à l'abolition de toute sorte de régulation. C'est ainsi que le capital jouit d'une liberté anarchique, et circule ainsi d'un coin du globe à l'autre, à la recherche d'un profit maximal, provoquant des crises qui déstabilisent, dangereusement et de plus en plus souvent, le système international.

Ce retour en arrière de l'humanité, à la suite de l'adoption d'un schéma archaïque, fut décidément facilité par la mondialisation, imposée par les Etats-Unis et qui s'est rapidement propagée dans le monde entier. La mondialisation, par ailleurs, s'est installée simultanément avec l'arrivée du nouveau stade d'évolution capitaliste, c'est-à-dire celui des nouvelles technologies, ou informatique, ou stade de services, ou enfin stade immatériel. Le début de ce nouveau stade de développement capitaliste a aussi coïncidé avec la dissolution de l'Union Soviétique. C'était au moment de la controverse intense des économistes qui, d'une part préconisaient les idées bien connues de Friedrich Hayek et de Milton Friedman, adeptes fidèles d'Adam Smith, en faveur des avantages du marché libre et d'autre part les vertus de l'interventionnisme étatique, mises en valeur par Keynes.

En ce qui concerne les néo-libéraux fanatiques, le coeur de leur théorie n'est pas la liberté du commerce international, ni le besoin d'établir des équilibres dans toutes les balances internes et externes, ni encore la croyance à l'infailibilité du marché. Le noyau dur des croyances fanatiques néolibérales se caractérise par une haine sans limite de l'Etat. C'est pourquoi le but magistral des néo-libéraux qui admettent, bien que sans preuves établies, la suprématie et une plus grande efficacité du secteur privé, est la minimalisation de la dimension du secteur public, et la neutralisation du rôle de l'Etat dans l'économie.

Cependant, l'Etat neutre n'a jamais existé et n'existera probablement jamais, parce que, depuis toujours, il joue un rôle important dans l'économie. Par contre, le problème semble se trouver ailleurs, à savoir si l'intervention étatique se fait en faveur de ceux qui ont besoin d'aide ou au contraire, à leurs dépens.

En effet, il a été prouvé que la neutralité - la non intervention étatique - est l'alibi le plus fort et le plus efficace de la politique économique, visant à favoriser les riches et les puissants. Parmi les divers aspects de l'intervention étatique, le plus dangereux et le plus haï, selon les néo-libéraux, est celui que constitue l'Etat Providence. Les néo-libéraux le rendent responsable de toutes sortes d'inélasticités, ainsi que de dépenses publiques élevées et d'après eux injustifiées, qui aboutissent à des déficits et à des dettes publiques.

Le Consensus de Washington, que l'Europe a adopté sans hésitation, représente finalement l'aspect le plus extrême des vues des néo-libéraux. Il est dû à l'Allemagne qui, ayant gardé toujours vives les plaies de son inflation galopante durant la période avant-guerre, refusait obstinément de donner son consentement à la création de la monnaie unique, si auparavant, elle ne recevait pas de garanties suffisantes assurant la stabilité de l'euro. Je n'ai pas l'intention de me référer ici *in extenso* aux bases de la politique macro-économique européenne, qui sont comprises dans les Traités de Maastricht, de Stabilité, de Lisbonne, etc., celle-ci étant la cause du démantèlement de l'Etat Providence et du capitalisme européen à visage humain. La politique

restrictive, qui s'impose en Europe sans date limite, est la principale responsable de la restriction de sa croissance et du degré de sa compétitivité internationale.

On peut interpréter ce refus de soi-même comme une admiration sans bornes de la part de l'Europe, des miracles de l'économie américaine qu'elle attribue entièrement au *modèle américain*, radicalement différent du sien. En même temps, l'U.E. essaie de justifier ses propres faiblesses, mettant en avant justement le *modèle européen* et surtout l'Etat Providence inhérent à celui-ci.

Même si cela paraît incroyable, il est pourtant vrai que les hypothèses de base des néolibéraux, grâce auxquelles ils dominent le monde, et qu'ils considèrent comme évidentes, n'ont jamais été prouvées. En fait, il n'est pas du tout certain que la libéralisation du commerce international profite à tous les participants, ni que la protection des travailleurs accroît le chômage, non plus que le statut de la propriété d'une entreprise, privée ou publique, conditionne son rendement. On ne dispose pas non plus de preuves concernant le comble des hypothèses néolibérales, soit l'infailibilité du fonctionnement du marché qui, selon eux, justifie la non-intervention étatique.

II. LES CONSEQUENCES DU NEOLIBERALISME

1. Au 19^e siècle

Au début du 19^{ième} siècle, la paupérisation de la classe ouvrière a atteint un degré extrême et peut uniquement être attribué au régime superlibéral. La description qui suit vaut aussi bien pour l'époque contemporaine. Sommairement, les conditions qui prévalaient alors sont les suivantes: "La compétition qui règne sur le marché des biens, parmi les entrepreneurs empêche l'amélioration des salaires. Et il y a de compétition sur le marché du travail, où les travailleurs se présentent seuls et sans organisation vis-à-vis des entrepreneurs..... La classe ouvrière paye le prix de la compétition sur lequel repose le système» (Marchal 1956:104).

Mais, la recherche à tout prix de la richesse et du bien matériel, durant le 19^e siècle, dégrade aussi le niveau moral et les valeurs de base. C'est ainsi que le système du *laissez-faire* semble inévitablement coïncider avec celui du *laisser-aller*. Cette crise morale, engendrée par l'atomisme et la recherche à tout prix du profit, est décrite par l'économiste français du siècle précédent, mondialement connu, François Perroux, dans son livre *Le Capitalisme* comme suit : «Quand le fonctionnaire, le soldat, le juge, le prêtre, l'artiste, l'intellectuel sont dominés par cet esprit- soit d'enrichissement, de la recherche du profit maxime- la société s'écroule et toute forme d'économie est menacée » (p.105).

Les conséquences fort désagréables, résultat de l'application de ce système au cours du 19^e siècle, ont provoqué de fortes réactions, qui ont préparé sa transformation. C'est ainsi qu'en dépit du grand succès matériel du capitalisme atomique-libéral-industriel, celui-ci a perdu, justement à cause de sa démesure. En effet, Carl Marx, en 1867, a présenté dans son *Capital* une cosmothéorie radicalement opposée à celle du père des classiques, Adam Smith, et celle de John Maynard Keynes, quelques années plus tard, en 1936. Le but principal de Keynes était avant tout de sauver le capitalisme de sa démesure, et c'est pourquoi il a imposé l'intervention étatique dans l'économie, avec sa *Théorie Générale*. C'est ainsi que le libéralisme fut abandonné après la Seconde Guerre Mondiale en faveur d'un système mixte. Celui-ci se basait toujours sur l'initiative privée, mais il se complétait par l'intervention étatique.

Grâce à cette collaboration étroite entre secteur privé et secteur public, l'Europe, et pas seulement elle, a connu le rythme de croissance le plus rapide de son histoire, combinés avec une répartition de ses revenus plus équitable que jamais, ainsi qu'une cohésion sociale satisfaisante. Pendant cette même période aussi, l'Etat Providence fut créé et développé. Et l'Europe, pendant ce laps de temps, a formé son profil unique de capitalisme à visage humain, pour lequel elle était, et pour cause, très fière.

C'est le 20^e siècle qui a renforcé les droits des travailleurs ayant comme but de renforcer, dans la mesure du possible, leurs positions dans les négociations avec les employeurs. En outre, les conditions qui prévalaient pendant le 20^e siècle et surtout dans sa seconde moitié favorisaient la naissance d'une Europe sociale. C'est, justement, à la fin du libéralisme acharné et à la naissance de la croyance à l'infailibilité que des maux, sur le marché du travail, tels que le chômage, la pauvreté et les maladies, peuvent tous être envisagés.

Les premières *lois sociales* font graduellement leur apparition, en Europe, vers le milieu du 19^e siècle comme, entre autres, l'abolition du travail des enfants, le droit de se réunir, la limitation de la durée du travail à 8 heures par jour etc. Le capitalisme atomique cède ainsi sa place au capitalisme moléculaire. L'Europe sociale naît. Les travailleurs commencent à se syndicaliser, ils ont recours à l'Etat, les contrats de travail deviennent collectifs, un salaire minimum s'impose. Les conditions de travail deviennent plus respectables de la personne humaine, on prévoit le repos hebdomadaire, ainsi que l'assurance obligatoire des travailleurs. A côté du salaire direct, basé sur le rendement du travailleur, le salaire indirect ou social apparaît, basé sur les besoins du travailleur et de sa famille. Par ailleurs, l'intervention étatique rend le salaire plus juste et réduit les cas d'exploitation.

2. De nos jours

Mais les néo-libéraux, qui se trouvaient pendant tout ce temps au coin, attendaient impatiemment des occasions qui leur assureraient de nouveau la suprématie de leurs idées, dans l'économie mondiale. Et les occasions se sont présentées ; elles étaient nombreuses et complémentaires.

Il s'agissait, cette fois, du néolibéralisme ; il était fanatique et a su accumuler des conséquences tragiques pour l'humanité, aisément vérifiables dans tous les domaines et dans toutes les manifestations de la vie sociale et économique contemporaine.

Le noyau central de presque toutes les anomalies de cette nouvelle invasion libérale se trouve dans la différenciation nette, qui a été réservée au traitement d'une part du travail et de l'autre du capital. Quoiqu'il s'agisse des deux facteurs principaux de production, c'est le capital qui est devenu tout puissant et complètement irresponsable, tandis que le travail est en constante persécution. Il suffit, à ce propos, de penser aux drames quotidiens des réfugiés et des immigrés clandestins, pour la simple raison que l'U.E. a dédaigné de concevoir une loi d'immigration.

Nombre d'irrégularités très graves et de déformations dangereuses se sont installées dans les économies contemporaines, telles que l'exploitation acharnée du travail, sous prétexte d'assurer son élasticité, l'encouragement du travail clandestin, la tolérance face à des inégalités jamais vues auparavant, la domination de l'économie monétaire sur l'économie réelle, à l'aide du règne des Bourses, qui arrachent l'épargne de l'investissement productif en la dirigeant vers la spéculation, l'écart souvent chaotique entre la valeur de l'investissement et son prix astronomique, des actions des sociétés, qui se maintient par de multiples artifices, les différences immenses et inexplicables entre la rémunération du travailleur moyen et du *manager*, au sein des grandes sociétés, l'encouragement d'un climat de haute instabilité dans le domaine du travail, le problème grave et de longue durée du chômage européen, la réapparition de l'esclavage, le démantèlement de la classe moyenne, la généralisation de la corruption et du blanchiment d'argent sale, la destruction de la planète.

A cause du néolibéralisme, en combinaison fatale avec la mondialisation, la coïncidence anormale de la richesse et de la pauvreté s'installe. La concentration progressive de la richesse, dans des mains de moins en moins nombreuses, est sans précédent. De façon indicative, je me réfère aux E.U. où 1% des gens les plus riches possédaient, en 1960, 8% du PNB, tandis que ce taux s'élève à 15% en 2006. D'autre part, le revenu des 300 000 des Américains les plus riches est égal au revenu des 150 millions d'Américains les plus pauvres. Le pourcentage des Américains les plus riches, dont on estime que le revenu par tête est 440 fois supérieur à celui des plus pauvres – il s'agit de ceux qui travaillent à plein temps, mais dont la rémunération est tellement basse qu'ils n'arrivent pas à payer leur loyer, ni envoyer leurs enfants à l'école - est passé de 16 à 20% dans l'emploi total entre 1997 et 2004. Par ailleurs, les trois personnes les plus riches de la planète disposent d'un patrimoine qui dépasse le PNB des 48 pays en voie de développement. Le néolibéralisme, par ailleurs, a créé cette distinction, à première vue inconcevable, entre le développement économique et le bien-être du peuple. Le néolibéralisme, en outre, encourage la liquidation du patrimoine public, ainsi que des services d'utilité publique ; le plus souvent, leurs prix montent à la suite de leur privatisation, au détriment des consommateurs. Tous ces malheurs peuvent être attribués à la soit-disant neutralité de l'Etat et à son refus de

continuer d'assumer ses devoirs traditionnels. Et il y a pire encore. Ce sont les nouveaux aspects de cet Etat contemporain qui devient autarcique et supprime les droits civils, qui poursuit les citoyens, espionne leurs lignes téléphoniques, les envoie en prison sans accusation concrète et s'adonne aussi à des formes de tortures, souvent inhumaines.

III. QUEL AVENIR ?

Il est clair à présent que les chances qu'a le néolibéralisme, et avec lui la mondialisation, de continuer ainsi sont minces, à cause des multiples obstacles auxquels il se heurte. Il s'avère, en effet, que le régime du *laissez-faire, laissez passer* a, pour une seconde fois, mal tourné. Avec la crise financière actuelle, on remet subitement en cause les dogmes économiques de l'Europe et avant tout son *laissez-faire*, qui a créé un marché souverain et en position de dominer tout le reste.

Pour commencer, néolibéralisme et mondialisation n'ont guère tenu leur parole, basée sur le théorème néoclassique, selon lequel l'ouverture d'une économie au commerce international accélère les rythmes de croissance, accroît les bas revenus et réduit ainsi la pauvreté. Par contre, sous le régime en vigueur *les riches sont devenus beaucoup plus riches et les pauvres sont de plus en plus pauvres*, non seulement à l'échelle européenne, mais aussi à l'échelle mondiale. Il s'agit d'un système de répartition particulièrement criminel, d'un édifice monstrueux, qui condamne le facteur *travail* au marasme et néglige sa nature humaine. Il s'agit d'un système vêtu d'un cynisme incroyable, qui informe le travail qu'il n'a plus besoin de lui et qui se montre ensuite totalement indifférent à son sort. Il s'agit d'un système amoral qui impose, à l'aide de méthodes comme la pensée unique, des conditions restrictives et de durée illimitée, à la plus grande partie de la population du globe, malgré le fait que l'économie mondiale n'ait jamais été aussi riche. Il s'agit, là encore, d'un système qui encourage la spéculation, la vue à court terme, l'endettement et, finalement l'éclatement des ballons financiers. La catastrophe récente a atteint l'immobilier, les actions, mais aussi les obligations dont les prix s'écroulent. Mais, le plus tragique dans cette histoire est que cette monstruosité a reçu le consentement des gouvernements nationaux. Les peuples réagissent de façon de plus en plus visible contre leurs gouvernants, en leur montrant un mécontentement de plus en plus grand. Je me réfère ici aux résultats d'une enquête récente - du 23 Juin 2008 - qui concerne 20 pays, à savoir 60% de la population mondiale, et qui révèle un manque considérable de confiance en leurs gouvernements et la certitude que leur économie n'évolue pas dans la bonne direction.

Tout tend à montrer que cette situation ne pourra pas continuer ainsi pendant longtemps, mais la question cruciale qui se pose à présent, est justement de savoir combien de temps encore ce régime va durer et à quel moment l'humanité sera débarrassée de cette mondialisation et de ce néolibéralisme fanatiques. Il y a, en effet, un grand nombre d'indices qui annoncent l'arrivée d'une ère nouvelle, même s'il n'est

pas possible de préciser le moment exact de ce changement. A titre indicatif je vais me référer ci-dessous à certains groupes d'indices qui annoncent le renversement du système en vigueur.

1. La dernière crise

La crise en cours s'annonce être la plus grave depuis 1929, et les évolutions secondaires qui l'accompagnent avec sont, très probablement, les signes précurseurs de grands renversements. La famine a déjà frappé 35 pays en voie de développement et des millions de gens risquent de mourir de faim, si on ne prend pas de mesures appropriées, si l'on n'abandonne pas immédiatement le néolibéralisme et son *laissez-faire*. En effet, nous nous trouvons face à des modifications radicales du raisonnement avec lequel on envisageait jusqu'à présent les différents problèmes. Nous pouvons, sans entrer dans les détails, soutenir qu'il y a déjà des preuves montrant que la croyance en l'infailibilité des marchés et au rôle néfaste de l'Etat ne peut être envisageables que durant les jours ensoleillés de l'économie. C'est, justement, lorsqu'il fait beau qu'une petite minorité accumule, sans aucune gêne, des profits énormes ; se sont le plus souvent des fruits de la spéculation et de l'exploitation, encouragés par la neutralité de l'Etat, le démantèlement de l'Etat Providence et le recul décisif de l'imposition progressive. Cependant, quand la conjecture s'aggrave, comme cela arrive de plus en plus fréquemment avec le néolibéralisme, suivie d'une dérégulation générale, à ce moment alors le secteur privé exige de recevoir les garanties de l'Etat. Cette évolution récente fait que les profits sont individuels, mais par contre, on veut que les pertes soient collectives. Privatisation des profits et nationalisation des pertes ! En effet, l'évolution dans ce domaine se précipite. Pour commencer, ce qui paraît incroyable, est pourtant vrai : à Londres, qui pourrait être caractérisé comme la Mecque du néolibéralisme, le gouvernement Brown a procédé à la nationalisation de la grande banque privée Northern Rock, afin d'en éviter l'écroulement. L'Allemagne par ailleurs, s'est empressée de prendre des mesures pour sauver la banque privée IKB Deutsche Industriebank. En France aussi, des mesures protectionnistes ont été prises pour sauver la Société Générale et la liste est longue. Pourtant, les individus endettés qui, en général appartiennent à la classe pauvre et moyenne, sont abandonnés à leur sort, et gonflent la catégorie des nouveaux pauvres.

2. Eloignement des organisations internationales

Par ailleurs, parmi les économies émergentes plusieurs sont celles qui refusent de suivre les prescriptions des organisations internationales, imbibées de néolibéralisme. Tout d'abord, l'Amérique Latine s'éloigne des Etats-Unis et de l'Europe, essayant de se développer sur la base de modèles différents de ces pays-là. Plus précisément, l'Argentine et le Brésil suivent, depuis 2006, l'exemple de la Russie et ont quitté le milieu des organisations internationales, déclarant qu'ils vont payer leurs dettes au Fonds Monétaire International, pour ensuite être libres d'appliquer, chez eux, une politique autre que la politique néo-libérale et convenant mieux aux particularités de

leur économie. Et la Serbie, l'Ukraine et le Pakistan ont également annoncé leur intention de se libérer de l'obligation de suivre des politiques que les organisations internationales leur imposent et qu'ils trouvent inadaptées à leur cas.

3. Vers le retour du protectionnisme

Quoique le commerce international n'ait jamais été vraiment libre, puisque différentes mesures protectionnistes n'ont cessé d'être appliquées, occasionnellement il est vrai, et de façon déguisée, en faveur des pays riches, on attend à présent leur généralisation. Ce retour au protectionnisme va renverser le néolibéralisme et, en grande partie, la mondialisation aussi.

Avec l'explosion des coûts de transport le commerce international va ralentir, ainsi que les délocalisations. La production et la consommation des biens locaux reprendront l'importance qu'elles avaient avant, aux dépens du degré de satisfaction des consommateurs. Le tourisme va lui aussi souffrir et un certain nombre de compagnies aériennes risquent de disparaître.

Corollaire, sans doute, des fortes réactions des Européens contre ce régime néo-libéral est le « non » irlandais au texte présenté comme *Traité de Lisbonne*, mais qui dissimulait en réalité la *Constitution Européenne*. Dans ce texte, entre autres, les responsables de l'U.E. ont essayé d'insérer le *Consensus de Washington*, dans une version rafraîchie, imbibé d'une forte dose de néolibéralisme, rejeté notamment par les Irlandais ; car en effet, les Irlandais, étant les seuls à pouvoir s'exprimer par voie de référendum sur cette *Constitution Européenne*, représentaient aussi et dans un certain sens les autres nations européennes, réduites, elles, au silence. A présent, il y a l'espoir que l'U.E. se concentrera davantage sur les problèmes cruciaux des citoyens, quoique cela ne semble pas être le cas pour le moment. En effet, malgré la crise qui sévit actuellement, les dirigeants de la BCE continuent à s'intéresser davantage aux normes rigides du néolibéralisme qu'au bien-être des populations européennes.

L'abandon du néolibéralisme est devenu urgent. Nous nous trouvons face à des situations économiques qui exigent la forte présence d'un Etat interventionniste et pas neutre. Optons donc, aussi vite que possible, en faveur d'un régime mixte, qui puisse assurer la collaboration heureuse des deux secteurs de l'économie, public et privé, et éloignons-nous des fanatismes et des exagérations qui ont un coût élevé en bien-être.

BIBLIOGRAPHIE

- AUDIER, S., (2008), *Le colloque Lippmann-aux origines du né-olibéralisme*, éd. Le bord de l'eau: Paris
- BORGER, J., (2001), « A president's businessmen », *Guardian* 27.4
- Briefing Wall Street's crisis (2008), *The Economist*, 22.3

- CHOMSKY, N., (1998), *Profit over People*. Seven Stories. New York
Courrier International, No 894-5, du 20.12.2007-1.1.2008
- HAYEK, F., (1939), *Profits, Interests and Investment and other essays on the theory of industrial fluctuations*, Routledge and Paul Kegan: London
- HADZICONSTANTINO, G., PAPADIMITRIOU Z. (2008), « La société de marché », dans *La Revue Politique Internationale et Européenne*, pp.305-315 (en grec)
- KONSTANDARAS, N. (2008), « The leadership vacuum », *International Herald Tribune*, 23.6
- Le Monde 16-17.4.2006 et 20.3.2008
- LYALL, S., CASTLE S. (2008), “Ireland rejects treaty, dealing setback to EU”, *International Herald Tribune*, 14-15.6
- MARCHAL, J., (1957), *Cours d'Economie Politique*. Editions Génin : Paris
- NEGREPONTI-DELIVANIS, M., (2002), *Mondialisation Conspiratrice*, L'Harmattan : Paris
- NEGREPONTI-DELIVANIS, M., (2004), *La chance de l'euro après l'enterrement du Traité de Stabilité*, Editions Fondation Delivanis et Sfakianaki: Thessaloniki
- NEGREPONTI-DELIVANIS, M., (2007), *Réformes*, Editions Fondation Delivanis et Livanis, Athènes (en grec)
- NEGREPONTI-DELIVANIS, M., (2008), “La gifle irlandaise”, *Rizospastis* 28.6 (en grec)
- Neo-Liberalism (neo-conservatism, etc). *What is Neo-Liberalism?* <http://www.online.de/~michael.hoennig/soffice4-linux-faq-01.html> ...
- NICOLETTI, G., SCARPETTA S. (2005), “Regulation and Economic Performance: Product Market Performance and Productivity in the OECD. *Economic Department Workind Papers No 460*
- NYE, John (2007) *War, Wine and Taxes, The Political Economy of Anglo-French Trade, 1689-1900*, Princeton University Press
- PASSET, R., (2001), *Eloge du mondialisme*, Fayard, Paris
- PERROUX, F., *Le Capitalisme*, Paris
- RUEFF, J., (1944-45), *Cours d'Economie Politique*, Ecole Libre des Sciences Politiques, Centre de Documentation Universitaire Tournier et Constans, Sirey :Paris
Time 30.1.2006
- TIROLE, J., « Le rôle de l'Etat dans une économie moderne », *Annales d'Economie Politique*, Vol 54, *Economica*, pp.114-130
- WATT, V., (2008), « Hunger Strikes », *Time*, 16.6